



LETTRE D'INFORMATION – 31 mars 2020

*Dans le contexte actuel de crise sanitaire que traverse la France, nous continuons à rendre compte à distance de l'activité de l'Académie et des académiciens sous la forme d'une lettre d'information électronique.*

***Le coronavirus et le pouvoir***

La pandémie du covid-19 atteint le pouvoir. Elle atteint aussi l'Académie et doit provoquer ses réflexions.

Elle compromet le programme de l'Académie sur le pouvoir : celui-ci a dû être interrompu, il ne pourra reprendre avant plusieurs semaines. Surtout, nous nous associons au deuil de la famille de M. Patrick Devedjan, qui a succombé au coronavirus ; nous ne pourrons l'écouter comme prévu le 29 juin. De plus, nos confrères qui devaient bénéficier d'une séance sous la Coupole en sont privés pour le moment.

Le coronavirus peut contribuer à la distinction de la puissance et du pouvoir, même s'il n'est pas une puissance humaine. Sa puissance s'exerce sans le « pouvoir ». Une puissance humaine peut aussi le faire. La Chine ne veut-elle pas en donner l'exemple en nous envoyant des millions de masques, après avoir, selon ses déclarations officielles, vaincu le virus sur son territoire ?

C'est en tant que pouvoir, par les mesures prises, qu'elle y serait arrivée. Les autorités de tous les pays s'y emploient aussi. Certaines l'ont fait préventivement en s'armant utilement à l'avance de moyens pour juguler l'épidémie. D'autres ont réagi à l'arrivée du virus, comme l'ont fait les pouvoirs publics français.

Peut-on parler de la puissance du verbe, avec les deux déclarations du Président de la République, le 12 puis le 16 mars ? *Au commencement était le Verbe...* ? On peut en tout cas reconnaître l'importance de l'intervention des trois pouvoirs classiquement distingués :

- le pouvoir exécutif, par l'adoption, presque chaque jour depuis le 4 mars, d'une rafale d'arrêtés du ministre de la Santé et de décrets du Premier ministre, soumettant toutes les activités aux règles contraignantes du confinement, puis le 23 et le 25 mars des ordonnances, signées, elles, du Président, réaménageant les dispositifs en vigueur dans tous les domaines ;
- le pouvoir législatif, qui a voté avec une rare célérité et une rare unanimité deux lois promulguées le 23 mars : la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie, étendant et renforçant les pouvoirs de police ; la loi de finances rectificative ouvrant la vanne des crédits et de la garantie de l'État ;
- le pouvoir juridictionnel, qui a débordé avec l'ordonnance du Conseil d'État du 22 mars enjoignant au gouvernement d'ajuster, dans les 48 heures, les mesures de confinement, ce qui est manifestement une participation des juges à des fonctions qui ne relèvent que du gouvernement.

La lutte contre le coronavirus a déjà entraîné des bouleversements dans le pouvoir : restrictions de libertés fondamentales comme la liberté d'aller et de venir et la liberté de culte ; retour à un État de police ; fin de la discipline budgétaire ; exagération des pouvoirs du juge.

Finalement, si le coronavirus a compromis le déroulement de notre programme, il contribue à l'enrichir et à le développer.

Pierre Delvolvé  
Président de l'Académie

## *Dans la presse et sur les ondes*

**Jean-Claude Trichet** a donné plusieurs interviews au cours de la semaine écoulée : lundi 23 mars pour *CNBC* et pour la revue chinoise Caixin (en mandarin), mardi 24 mars pour *Bloomberg Toronto* et Bloomberg New York. Par ailleurs, le jeudi 19 mars, M. Trichet a publié avec les membres du « Systemic Risk Council » le *Statement on financial system actions for COVID 19* comportant de nombreuses recommandations pour les secteurs public et privé. Les messages essentiels de M. Trichet étaient l'urgence d'une mobilisation de la communauté internationale très supérieure à ce qui a été observé jusqu'à présent (G20, G7) et la nécessité pour les autorités d'être aussi actives et interventionnistes aujourd'hui que sages demain, lorsque l'on sortira de la difficulté.

Dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 25 mars, **Jean Tirole** s'interroge pour savoir si « face au coronavirus, nous allons enfin apprendre notre leçon » ? Notre confrère, prix Nobel d'économie 2014, considère que cette période est peut-être l'occasion de changer de comportements et de politiques de manière globale, face à d'autres enjeux comme le réchauffement climatique ou les inégalités. Le covid-19 a l'avantage qu'il n'y a pas « d'exogroupe » autre que le virus et que la lutte contre celui-ci appelle à un rapprochement et une prise de conscience commune. Pour Jean Tirole, nous sous-investissons dans l'éducation et nous négligeons la lutte contre le changement climatique. In fine, la question se résume à « Sommes-nous prêts à dépenser suffisamment pour la recherche en santé ? Sommes-nous prêts à payer une taxe carbone pour sauver la planète ? ». Il faut prendre conscience que la lutte contre le changement climatique, comme celle contre le coronavirus sont la responsabilité de tous et faire jouer la pression sociale pour pousser les acteurs économiques à agir dans le sens du bien commun.

Dans une tribune publiée dans *Le Point* le 26 mars, Jean Tirole souligne que dans la double crise sanitaire et économique que nous traversons, la réponse se trouve dans la coopération entre États et le soutien aux plus fragiles. Prédire ce qui se passera après l'épidémie invite à l'humilité. Dans un scénario optimiste, on peut envisager une perturbation temporaire du système productif, une augmentation de la dette globale qu'une relance économique conjuguée aux efforts budgétaires permettra de dépasser avec une perte de production et de pouvoir d'achat pendant quelques années. Il y a aussi des scénarios plus pessimistes voire dystopiques, avec une explosion de la dette publique en Europe du Sud et des comportements spéculatifs de la part des marchés. Un autre point d'interrogation est la résurgence ou non de l'inflation. Dans ce contexte, la restauration de la confiance dans la science, l'État et les médias est capitale. Au-delà, cette crise est une invitation à repenser l'organisation de notre société. La poursuite du bien commun repose sur une combinaison d'incitations et de normes sociales. Il est plus facile d'ajuster les incitations que de changer une norme sociale mais l'État ne peut tout régimenter. Le Covid-19 nous a rappelé notre fragilité : espérons que nous n'oublierons pas cette fragilité quand chacun d'entre nous sera tenté de refuser une fois de plus de faire un effort financier et de changer ses habitudes pour faire face à une autre menace vitale, le réchauffement climatique.

♦ Tribunes à retrouver sur le [site de l'Académie](#).

Vendredi 27 mars, **Jean Tirole** a participé à la visioconférence « Covid19 : anticiper la sortie de crise » organisée par l'Institut interdisciplinaire d'innovation en santé (I3H) à Bruxelles, à laquelle a assisté *Sciences et Avenir*. Indigné par le manque d'union des pays européens et l'attitude de certains, préoccupés par leur seul intérêt national, J. Tirole en a appelé à s'extraire à la fois du nationalisme et du court-termisme, et à penser à nouveau au rôle de l'État sur « les questions à long terme comme la recherche, l'éducation, la dette, le climat... »

Le même jour, dressant un tour d'horizon des propositions des économistes, « La revue de presse des idées » de *France Culture*, a fait un parallélisme entre la prise de position de Jean Tirole en France et celle de deux Prix Nobel américains, Ronan Frydman et Edmund Phelps, qui, dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 27 mars, formulent des préconisations qui évoquent la réponse rooseveltienne du New Deal mais dans le contexte des États-Unis de Donald Trump.

Dimanche 29 mars, l'économiste était l'invité, avec Laurent Lagrost, directeur de recherches à l'INSERM, et Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État, de l'émission « C'est arrivé demain » d'[Europe 1](#).

Jeudi 26 mars, dans *Libération*, **Alain Duhamel** constate, en citant les polémiques lancées par les hommes politiques, les experts et les médecins eux-mêmes, que « face à la pandémie du coronavirus, il n'y a pas, il ne pouvait pas, y avoir de véritable union nationale » dans notre pays où « L'ère du reproche se poursuit, l'ère du soupçon s'installe ». Et pourtant, poursuit-il, on voit « ressurgir soudain les éléments constitutifs du puzzle français » et émerger « la réunification de cet archipel français » décrit par Jérôme Fourquet, à travers la perception d'une communauté de destin, « l'intuition, entre crainte et espérance » que « la crise du coronavirus ouvrira une phase de remises en cause qui modifieront en profondeur le destin commun d'un peuple non pas homogène et uni mais rapproché de lui-même, retrouvant par l'épreuve la conscience de son identité ».

Vendredi 27 mars, interviewé sur RTL par Thomas Sotto, dans l'émission « RTL Soir », l'académicien a commenté l'ampleur de la crise économique, saluant l'attitude de la Banque centrale européenne et déplorant la persistance de désaccords entre les pays de l'Union européenne, pour conclure que, de toute façon, « si on veut éviter ce qui s'est passé en 1929 et dans les années qui suivent, il faudra innover, être ambitieux, être collectif et être solidaire, même si on n'en a pas envie ».

Dans un entretien au *Quotidien du médecin* publié le 30 mars, l'ancien ministre de la Santé **Jean-François Mattei**, en connaisseur des crises sanitaires (SRAS, légionellose, canicule), juge que le gouvernement a pris les bonnes mesures au bon moment, en graduant sa stratégie, mais qu'il appartiendra à une commission d'enquête, le moment venu, d'analyser les raisons de certains dysfonctionnements logistiques, et notamment de la pénurie des masques et des tests, afin d'être suffisamment armés face à la prochaine épidémie.

« Lutte contre le coronavirus : la bourse ou la vie ? ». Dans une tribune publiée dans *Libération* le 30 mars, **Mireille Delmas-Marty**, William Boudon, Edgar Bourdon, Cynthia Fleury, Gaël Giraud et Sabah Aboues-salam Morin lancent un appel aux grandes fortunes françaises pour la création d'un grand fonds de solidarité nationale. Dans un pays « qui n'est pas encore une terre de traditions où les plus grandes fortunes, spontanément, agissent fortement en faveur du bien commun », ce serait une opportunité historique à saisir car, si certains d'entre eux « ont versé leur écot pour Notre-Dame, le sacré, c'est plus que jamais l'humanité ».

Sur le blog de l'Institut Montaigne, le 24 mars, **Christophe Jaffrelot** apporte une contribution intitulée « L'Inde à l'heure du coronavirus : une bombe à retardement globale ? » Alors que l'Inde enregistre ses premiers décès, et que Narendra Modi a décrété le 24 mars un confinement général de 21 jours, le correspondant de l'Académie énumère les facteurs qui aggravent la vulnérabilité de l'Inde à une épidémie et en dégage les implications sanitaires, politiques, économiques et sociales.

### *A lire*

A lire sur le site de l'IFRI, le think tank fondé et présidé par **Thierry de Montbrial**, l'étude « L'Europe face à la rivalité sino-américaine : le coronavirus comme catalyseur », dirigée par Thomas Gomart et Éric-André Martin, et publiée le 26 mars : sept chercheurs de l'IFRI étudient la redistribution du pouvoir qui, à la faveur de cette pandémie, se joue de manière invisible entre les États-Unis, la Chine et l'Union Européenne, mais aussi entre les États nationaux et les grandes plates-formes numériques. Cette étude, composée de huit textes, identifie les principaux dossiers stratégiques, technologiques, commerciaux et énergétiques sans lesquels il ne serait pas possible de construire une vision globale, et analyse les premières conséquences du coronavirus. En conclusion, une réflexion d'Éric-André Martin : « L'année 2020, moment de vérité pour l'Europe ? »

◆ A lire également, sur le site de l'Académie, la lettre adressée le 30 mars par **Thierry de Montbrial** aux membres de l'Académie.